

STATUTS CANONIQUES

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES CHARITES – AIC - aisbl

I - DENOMINATION - SIEGE

Art. 1 : Il est constitué une association internationale à but philanthropique, religieux et pédagogique, dénommée ASSOCIATION INTERNATIONALE DES CHARITES - AIC AISBL - qui regroupe des associations ou fédérations d'associations, féminines ou mixtes, fondées par Saint Vincent de Paul ou rejoignant sa tradition.

L'AIC est une association privée internationale de fidèles laïcs, avec personnalité juridique selon les canons 298-311 et 321-329 du Code de Droit Canonique.

Elle se doit de collaborer de façon régulière avec la Secrétairerie d'Etat, en ce qui concerne la présence et l'activité auprès des Organisations Internationales, et elle entretient des contacts réguliers avec le Dicastère pour le service du développement humain intégral, dicastère du Saint Siège particulièrement intéressé en la matière.

Art. 2 : Son siège social est établi en Belgique, actuellement à Louvain-la-Neuve, Rampe des Ardennais n°23. Le siège peut être transféré dans tout endroit autre en Belgique, sur simple décision du Conseil d'administration, publiée dans le mois de sa date aux Annexes du Moniteur Belge et opportunément communiqué au Dicastère pour les Laïcs, la Famille et la Vie.

(CJC, can. 304.1)

II - BUT

Art. 3 : L'AIC a pour but la promotion et le développement des personnes les moins favorisées, la lutte contre les pauvretés et les souffrances matérielles, physiques, morales, spirituelles, dans quelque pays que ce soit comme dans la vie internationale sans discrimination politique ou religieuse. En cette action, conforme aux fins apostoliques et à la Doctrine sociale de l'Eglise, elle témoigne ainsi de la Charité du Christ dans la tradition de Saint Vincent de Paul.

(CJC, cann. 298.1, 304.1 et E.A. Christifideles laici, en part.110, 111, 115)

III - MOYENS

Art. 4 : Pour réaliser son but, l'AIC :

- favorise la recherche sur les problèmes de la pauvreté et de la souffrance, sur les moyens de répondre aujourd'hui, aux aspirations des plus démunis ;
- offre à ses membres la formation et l'information sociale, civique et spirituelle, nécessaire à une action adaptée aux besoins réels ;
- assure la communication et la coopération entre ses membres ;
- participe, en matière de lutte contre les pauvretés, aux efforts de l'Eglise universelle, d'organisations intergouvernementales, d'organismes internationaux privés, chrétiens ou non ;
- engage ou soutient des programmes concrets.

(cfr.CJC, cann.327/329; Christifideles laici, n.30, surtout dans la partie qui concerne la présence et

l'action dans le monde, conforme à la doctrine sociale de l'Eglise, au service de la dignité de l'homme et là où on dit que les agrégations des fidèles doivent devenir des forces vives de participation et de solidarité pour construire des conditions de vie plus justes et fraternelles dans la société)

IV - MEMBRES

Art. 5 : L'AIC se compose de :

a) **Membres de plein droit :** associations ou fédérations d'associations, regroupant toutes les associations ou tous les groupes d'associations d'un même pays, légalement constituées en personnes morales selon les lois et les usages de leur pays, et répondant à la définition des articles 1 et 3.

Ces membres de plein droit ont voix délibérative à l'Assemblée des Déléguées.

b) **Membres associés :** associations locales ou regroupements d'associations locales répondant à la définition des articles 1 et 3, mais non organisés en une association nationale unique par pays.

Ces membres associés ont voix consultative à l'Assemblée des Déléguées.

Art. 6 : L'admission des nouveaux membres est subordonnée à l'agrément de l'Assemblée des Déléguées. Les membres sont libres de se retirer à tout moment de l'association en adressant par écrit leur démission au Conseil d'administration.

La qualité de membre de plein droit ou de membre associé se perd par la démission ou la radiation prononcée par l'Assemblée des Déléguées pour motifs graves, l'association intéressée ayant été au préalable appelée à fournir des explications. La majorité des 2/3 des votes exprimés est requise pour cette radiation.

Les membres sortants, pour quelque cause que ce soit, n'ont aucun droit sur l'actif social.
(cann. 307/308)

Art. 7 : Les membres de plein droit et les membres associés versent une cotisation annuelle dont le montant est fixé par l'Assemblée des Déléguées. Son montant maximal est de 25.000 €.

V - ORGANES DE L'AIC

(d'ici jusqu'à l'art.18, v. cann. 309, 321,324)

Art. 8 : Les organes de l'AIC sont l'Assemblée des Déléguées et le Conseil d'administration.

VI - ASSEMBLEE DES DELEGUEES

Art. 9 : L'Assemblée des Déléguées réunit les membres de plein droit et les membres associés. Elle possède la plénitude des pouvoirs permettant la réalisation de l'objet de l'AIC.

Outre les pouvoirs qui lui sont expressément reconnus par la loi ou les présents statuts, elle élit la Présidente, 2 Vice-Présidentes et les autres membres du Conseil d'administration.

Elle se réunit de plein droit, tous les 3 ans. Elle est présidée par la Présidente ou à défaut par une des Vice-Présidentes. Elle se réunit à l'endroit choisi par le Conseil d'administration, la convocation est faite par la Présidente et la Secrétaire au moins trois mois avant la date fixée par courriel ou courrier postal. L'ordre du jour est joint à la convocation. Il doit être soumis à l'approbation lors de la première séance de l'Assemblée.

Art. 10 : Pour délibérer valablement, la moitié plus un des membres de plein droit doivent être présents ou représentés.

Le membre de plein droit absent peut se faire représenter par un membre de plein droit dûment mandaté. Celui-ci ne peut représenter plus d'un membre à la fois.

Sauf dans les cas exceptionnels prévus par les présents Statuts et le Règlement Intérieur, les décisions sont prises à la majorité simple des membres de plein droit, présents ou représentés, et elles sont portées à la connaissance de tous les membres. Chaque membre de plein droit dispose d'une voix.

Elle ne peut statuer sur tout autre objet qui n'est pas porté à l'ordre du jour, sauf sur résolution unanime.

Les décisions de l'Assemblée générale peuvent être prises par écrit sur base d'un accord unanime de tous les membres sans réunion sauf en ce qui concerne la modification des statuts.

Art. 11 : Les résolutions de l'Assemblée des Déléguées sont inscrites dans un registre signé par la Présidente et la Secrétaire et conservé au Secrétariat International, siège social de l'association ; il y est à la disposition des membres.

Art. 12 - Compétence de l'Assemblée des Déléguées :

Possédant la plénitude des pouvoirs permettant la réalisation de l'objectif de l'AIC, l'Assemblée des Déléguées :

- a) fixe dans les grandes lignes, les options fondamentales, le programme d'activités de l'AIC et de ses organes de travail,
- b) entreprend toutes les études et toutes les initiatives qu'elle estime opportunes dans le cadre des buts fixés par les statuts,
- c) crée les organes de travail qu'elle juge utiles,
- d) vote les budgets prévisionnels et fixe le taux de la cotisation annuelle des associations membres,
- e) procède aux élections prévues par les statuts,
- f) examine et statue sur le rapport d'activités du Conseil d'administration et les mesures prises par celui-ci entre deux sessions,
- g) examine et statue sur le rapport financier,
- h) décide toute modification des Statuts et du Règlement Intérieur,
- i) décide, sur proposition du Conseil d'administration, de l'admission et de la radiation des associations membres.

VII - CONSEIL D'ADMINISTRATION C.A.

Art. 13 : L'AIC est administrée par un Conseil d'administration composé de 8 à 10 personnes.

La Présidente et les 2 Vice-Présidentes sont membres de plein droit du Conseil d'administration.

a) Candidature pour les élections :

- Sont habilitées à présenter des candidatures au Conseil d'administration, les associations membres de plein droit et le Conseil d'administration.
- Sont seules admises les candidatures des personnes membres d'une association elle-même membre de plein droit. Dans certaines circonstances exceptionnelles, le Conseil d'administration peut toutefois autoriser une association membre associé à présenter des candidatures au Conseil d'administration.
- Chaque candidature doit être introduite par écrit. Elle doit être accompagnée d'un curriculum vitae, de l'accord de la candidate ainsi que de l'accord de la Présidente nationale de son association.
- Elle doit parvenir au Secrétariat International 6 mois avant la session de l'Assemblée des Déléguées, le Secrétariat International devant faire l'appel des candidatures 9 mois avant cette session.
- 3 mois avant l'Assemblée des Déléguées le nom des candidates et leur curriculum vitae sont portés à la connaissance des membres de l'AIC par les soins du Secrétariat International.
- Les candidates à la Présidence doivent avoir accompli au moins un mandat de membre du Conseil d'administration.

b) Les élections

Les membres du Conseil d'administration sont élus à bulletin secret par l'Assemblée des Déléguées.

Pour être élue, la Présidente doit recueillir la majorité absolue des voix exprimées par les membres de plein droit, présents ou représentés.

c) Entrée en fonction

Toutes les personnes membres du Conseil d'administration entrent en fonction dès la fin de la session de l'Assemblée des Déléguées où elles ont été élues.

En cas d'empêchement dûment justifié d'exercer sa fonction de membre du Conseil d'administration, ce membre défaillant peut être remplacé jusqu'au terme de son mandat par une autre personne que la Présidente internationale désigne.

d) Mandats spécifiques

En cas de vacance de la Présidence entre deux Assemblées des Déléguées, le Conseil d'administration désigne la Vice-Présidente qui en assumera l'intérim.

Le terme de ce mandat est celui du mandat précédent.

La présidente internationale s'engage à renoncer à toute fonction dans l'association nationale.

La durée du mandat de la Présidente, des Vice-Présidentes et des autres membres du Conseil d'administration est de 3 ans renouvelable une fois pour chacune de ces fonctions. Une même personne peut exercer des fonctions au sein du Conseil d'administration pour une période maximale de 9 ans consécutifs. Cette limite ne s'applique toutefois pas à la personne élue comme Présidente qui peut exercer ce rôle indépendamment du temps passé dans d'autres fonctions au sein du Conseil d'administration.

Pour les membres du Conseil d'administration qui exercent une autre fonction que la Présidence, une fois la limite maximale de 9 ans atteinte, la réélection n'est possible qu'après une vacance d'un mandat.

Pour les personnes qui exercent la fonction de Présidente, une fois la limite maximale de 6 ans atteinte, la réélection pour occuper d'autres fonctions au sein du Conseil d'administration n'est possible qu'après une vacance de deux mandats.

Les membres du Conseil d'administration peuvent être révoqués, pour des raisons graves, par l'Assemblée des Déléguées, statuant à la majorité des 2/3 des membres de plein droit présents ou représentés.

Art. 14 : Le Conseil d'administration élit en son sein une Secrétaire et une Trésorière.

Art. 15 : Le Conseil d'administration se réunit une fois par an, au moins, sur convocation de la Présidente et de la Secrétaire. La convocation contient l'ordre du jour. Le Conseil d'administration délibère valablement dès que la moitié de ses membres est présente.

Ses résolutions sont prises à la majorité absolue des membres présents. La voix de la Présidente est prépondérante en cas de partage des voix.

Les réunions du Conseil d'administration peuvent aussi valablement se tenir par vidéo ou téléconférence. Le contrôle des présences, des procurations et des délibérations et décisions effectives avec enregistrement des votes doit être possible.

Art. 16 : Les résolutions du Conseil d'administration sont inscrites dans un registre signé par la Présidente et la Secrétaire et conservé au Secrétariat International, siège de l'association. Il y est tenu à la disposition des membres de l'AIC.

Art. 17 : Le Conseil d'administration a tous les pouvoirs de gestion et d'administration sous réserve des attributions de l'Assemblée des Déléguées. Il peut déléguer la gestion journalière à la Présidente, à la Secrétaire ou à toute autre personne qu'il agréé.

Art. 18 : Tous les actes qui engagent l'association sont, sauf procurations spéciales, signés par la Présidente et la personne déléguée à la gestion journalière qui n'ont pas à justifier de pouvoir vis-à-vis des tiers.

Art. 19 : Les actions judiciaires, tant en demandant que défendant, sont suivies, poursuites et diligentées par le Conseil d'administration représenté par la Présidente ou un membre désigné à cet effet par celle-ci.

Art. 20 – Compétences du Conseil d'administration

Les membres du Conseil d'administration assument une tâche collective pour l'ensemble de l'AIC et non pas une représentation de leur association.

Le Conseil d'administration administre l'AIC. Pour ce faire :

- a) Il prépare les sessions de l'Assemblée des Déléguées à laquelle il fait toutes suggestions utiles pour réaliser les buts de l'AIC.
- b) Il assure l'exécution des décisions prises par l'Assemblée des Déléguées ; il peut créer des groupes de travail et/ou des commissions permanents ou temporaires dont il est responsable et dont il fixe les tâches et les modalités de fonctionnement.
- c) Il veille au fonctionnement des organes créés par l'AIC dans le cadre de ses Statuts et de son Règlement Intérieur ; il coordonne leurs activités.

- d) Il peut proposer des candidatures au Conseil d'administration.
- e) Il étudie les demandes d'admission des associations.
- f) Il se prononce sur le choix des invités à l'Assemblée des Déléguées.
- g) Il prépare les modifications aux Statuts et Règlement Intérieur.
- h) Il a charge du Secrétariat International et de la Trésorerie Générale.
- i) Il fait rapport de son mandat et de toutes ses activités à chaque session ordinaire de l'Assemblée des Déléguées.
- j) Il peut désigner un Comité Permanent qu'il charge d'assurer le travail entre ses propres réunions. La Présidente Internationale est de plein droit Présidente de ce Comité Permanent.
- k) Il prend, en cas d'urgence, toute mesure utile aux intérêts de l'AIC.

VIII - BUDGETS et COMPTES

Art. 21 : L'exercice social est clôturé chaque année, le 31 décembre.

Le Conseil d'administration approuve provisoirement chaque année les comptes et est tenu de soumettre, pour information, le compte annuel des Profits et Pertes aux membres de l'Assemblée des Déléguées.

Lors de l'Assemblée Statutaire, le Conseil d'administration présente à son approbation le compte des Profits et Pertes des trois années passées et le budget prévisionnel pour chacune des trois années à venir. Un certain pourcentage de variation est prévu, en fonction des conditions économiques.

Art. 22 : L'Assemblée des Déléguées, en session statutaire, fixe le taux et l'échéance des cotisations annuelles des associations membres de plein droit et ceux des contributions des associations membres associés. Elle prévoit un certain pourcentage de variation en fonction des conditions économiques.

Le non-paiement de la cotisation entraîne la suppression du droit de vote et du droit de représentation reconnus par l'article 5 des présents statuts.
(cann. 309, 310, 325)

IX - MODIFICATIONS DES STATUTS ET DISSOLUTION

Art. 23 : Toute proposition ayant pour objet une modification aux statuts ou la dissolution de l'association doit émaner du Conseil d'administration ou d'au moins trois des membres de plein droit de l'AIC.

Le Conseil d'administration doit porter à la connaissance des membres de l'AIC au moins trois mois à l'avance, la date de l'Assemblée des Déléguées qui statuera sur ladite proposition. Aucune décision ne peut être adoptée qu'à la majorité des 2/3 des voix des membres présents ou représentés.

Toutefois, la modification qui porte sur les buts en vue desquels l'association est constituée ne peut être adoptée qu'à la majorité des 4/5ème des voix des membres présents ou représentés.

Si les 2/3 des membres ne sont pas présents ou représentés à la première réunion, il peut être convoqué une seconde réunion qui pourra délibérer valablement quelque soit le nombre de membres présents ou représentés et adopter les modifications aux majorités telles que prévues précédemment.

Les modifications aux Statuts, approuvées par l'Assemblée des Déléguées, doivent être soumises au Dicastère pour les Laïcs, la Famille et la Vie pour approbation.

L'Assemblée des Déléguées fixera le mode de dissolution et de liquidation de l'Association. Avant de convoquer l'Assemblée Générale extraordinaire de dissolution, le Conseil d'administration informera le Dicastère pour les Laïcs, la Famille et la Vie et ce dicastère devra donner son accord préalable.

Dans tous les cas de dissolution volontaire ou judiciaire, après apurement des dettes, le patrimoine sera affecté à une association sans but lucratif qui poursuit un but similaire. (can.326, 1 et 2)

X - DISPOSITON GENERALE

Art. 24 : Tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts sera réglé conformément aux dispositions du Code de droit Canonique.

XI – DISPOSITIONS SPECIALES

Art. 25 : L'Assistant ecclésiastique de l'AIC est nommé par la Présidente sur avis conforme du Conseil d'administration pour une période de 3 ans. Il doit avoir obtenu au préalable l'accord de son Ordinaire (cf. CIC, cann. 324§2).

L'AIC demande au Dicastère pour les Laïcs, la Famille et la Vie la confirmation de cette élection.

Art.26 : L'AIC, Association privée de fidèles laïcs, est sujette à la vigilance de l'autorité ecclésiastique compétente en matière de foi et des mœurs, d'acceptation des directives pastorales et de soumission au gouvernement de cette même autorité.
(cann.753, 305 et 323)